

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 472

75 – PARIS

GREFFE DU TRIBUNAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE PARIS

Ventes et cessions

815 249 198 RCS Paris.

MERCIALYS EXPLOITATION.

Forme : Société par actions simplifiée.

Capital : 37000.00 EUR.

Adresse : 16-18, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris.

Précédent propriétaire : 852 223 676 RCS Paris. **CAP COWORK MERCIALYS.**

Oppositions : Article L.236-15 du code de commerce.

Commentaires : Avis au Bodacc relatif au projet commun de fusion nationale. Société absorbante : MERCIALYS EXPLOITATION Forme : Société par actions simplifiée Adresse du siège : 16-18 rue du Quatre-Septembre 75002 Paris Capital : 37000.00 EUR Numéro unique d'identification : 815249198 Lieu d'immatriculation : Paris. Société absorbée : CAP COWORK MERCIALYS Forme : Société par actions simplifiée Adresse du siège : 16-18 rue du Quatre-Septembre 75002 Paris Capital : 37000.00 EUR Numéro unique d'identification : 852223676 Lieu d'immatriculation : Paris. Evaluation de l'actif et du passif dont la transmission à la société absorbante est prévue : actif de 5599383.53 EUR - passif de 6352500.77 EUR. Rapport d'échange des droits sociaux : Néant - Les apports effectués par la société CAP COWORK MERCIALYS n'étant pas rémunérés par l'attribution d'actions de la société MERCIALYS EXPLOITATION, il n'a été établi aucun rapport d'échange. Montant prévu de la prime de fusion : Néant. Date du projet commun de fusion : 17.10.2025. Date et lieu du dépôt du projet au RCS au titre de chaque société participante : Pour la société MERCIALYS EXPLOITATION : 20.10.2025 (au greffe du tribunal de commerce de Paris). Pour la société CAP COWORK MERCIALYS : 20.10.2025 (au greffe du tribunal de commerce de Paris)..